

LA PLUS SPECTACULAIRE CAMPAGNE ... ET LA PLUS DÉPOLITISÉE

JAMAIS, peut-être, campagne électorale n'aura mobilisé tant de moyens. Mais, plus qu'en quantité, c'est en qualité qu'elle apparaît surtout neuve : les réunions ne font recette qu'au prix du déplacement de vedettes, et surtout d'affrontement de vedettes opposées. Pour l'essentiel la campagne électorale est maintenant radiophonique et télévisée.

Une telle modernisation des méthodes, éveillant de plus grandes masses à la préoccupation politique — momentanée — et entraînant une plus grande proportion d'électeurs vers les urnes (19,10 % seulement d'abstentions) devrait s'accompagner d'un plus haut niveau de l'affrontement politique, puisque ce sont les leaders qui s'adressent à tous. Il n'en est rien pourtant, et l'on n'a assisté qu'à des débats vulgaires d'où l'évocation des problèmes réels de notre société était — comme d'un commun accord — éliminée.

Hors de la démagogie de rigueur sur les « aménagements locaux », les vagues promesses et le jeu des professions de foi, le terrain de prédilection a été celui des abstractions constitutionnelles et de la réthorique non moins abstraite, sur les principes de la démocratie et de la monarchie. Le modernisme étant à la mode, c'est à qui serait « l'équipe jeune, efficace, dynamique ». La F.G.D.S. a particulièrement brillé sur ce terrain, avec ses enfants prodiges et ses jolies filles décoratives (dans des arrondissements où elles n'avaient aucune chance d'être élues, tout de même), mais le P.C.F. lui-même se recommandait par le caractère « actif et efficace » de ses gestionnaires.

Terne à l'échelon local, la campagne a connu ses « sommets » (la presse dixit) en des cités nommées Nevers et Grenoble, où, lâchés sur le ring, les leaders « ennemis » se sont affrontés en un catch d'un type nouveau : coups bas, crocs en jambe, mais fair play. Les protagonistes, complaisants, se sont bien gardés de porter les coups qui tuent : pas de dénonciation du capitalisme (la réduction de l'horaire de travail, technocrates et social-technocrates ne pensent pas que notre économie puisse se le permettre), ni de l'Etat policier (l'affaire Ben Barka, vous connaissez ? Mais pas Mendès-France !), ni, bien entendu, de l'Alliance atlantique, à propos de laquelle les gaullistes ont le bon goût de ne pas abuser de la situation.

De la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, tout cela n'avait rien de très normal : en fait, son programme vise à améliorer la V^e République. Mais du fait des accords passés entre la Fédération et le P.C.F., celui-ci s'est trouvé à la remorque de celle-là, et s'est rallié, en fait, à sa plateforme. Le P.C.F. s'était engagé à défendre son propre programme de « démocratie véritable » qui, bien que très réformiste, fait référence à la lutte de classes et au socialisme. De ce programme, de la nationalisation des monopoles, de leur gestion par les syndicats

ouvriers, il n'a été que fort peu question dans sa propagande. Le « progrès social », le « bonheur du peuple », la « paix et la démocratie » ont été les ingrédients insipides d'un brouet dont la F.G.D.S. a donné la saveur.

Quant au P.S.U., qu'il y a peu Mitterrand considérait comme attardé parce qu'attaché à la notion de programme comme à la Thora, il a entendu la leçon : c'est sous l'unique drapeau de l'homme providentiel Mendès-France, politicien complètement étranger au socialisme, étranger même à son propre parti (à la vie et à la direction duquel il ne daigne participer, et dont il a toujours ignoré la discipline) que ses candidats se sont présentés aux élections, y compris les plus « gauches ». Là où le P.S.U. ne présentait pas de candidats c'était vers la Fédération qu'il orientait les voix de sa clientèle, et les quelques sections qui appelèrent nettement à voter P.C.F. — en tant que seul vote de classe possible — ont fait scandale auprès de la direction, ce qui prépare encore des secousses à ce parti pour les prochains lendemains.

Deux critères pourtant auraient pu permettre de départager les candidats, de juger de leur nature sociale et de leur orientation réelle : la guerre du Vietnam et la grève Dassault.

L'appel aux candidats, lancé par le Comité Vietnam national, leur demandant de prendre une position claire et sans équivoque est resté sans écho au niveau le plus élevé. (Seuls quelques candidats mûs physiquement au pied du mur, ont, selon les bons principes, promis tout ce que l'on veut, ce qui n'engage à rien). Le P.C.F. s'est bien gardé de faire allusion à cet accident lointain qui gêne le développement de la politique de coexistence pacifique de l'U.R.S.S. et sa propre politique de collaboration de classes.

Quant aux grévistes de chez Dassault, ils n'ont trouvé, dans quelque formation que ce soit, le moindre soutien, même verbal, au cours de la campagne, comme s'il s'agissait de domaines incommunicables. Tels sont les résultats d'une politique qui consiste à « rassembler ce qui unit et écarte ce qui divise ».

De la forte participation électorale, opposants comme tenants du régime ont fait le critère de la politisation du pays. Les élections auraient dû permettre une sensibilisation de grandes masses, d'habitudes indifférentes aux problèmes politiques. Mais ce fut une occasion perdue.

Nous avons eu là nos premières élections à l'américaine. Il n'est pas étonnant par conséquent que ses résultats aient manifesté un dualisme simpliste. Les consciences ne peuvent progresser dans les faux débats, loin du choc des intérêts fondamentaux. Cette campagne aura été, avec celle des présidentielles de décembre 1965, qu'elle a prolongée comme c'était prévu la plus dépolitisée et la plus vide de contenu que la classe ouvrière ait connue au cours de son histoire.

Thomas LECRET.

A propos de la candidature de S. Just (O.C.I.)

Notre organisation n'a pas pensé qu'il convenait de présenter quelques candidats dans cette campagne électorale. Non, bien entendu, pour des raisons de principe, mais parce qu'il nous est apparu que les moyens financiers et militants à mettre en œuvre dans une campagne de ce genre ne pouvaient pas rendre un bénéfice politique appréciable, et non pas tant, même, du point de vue des résultats pratiques, en nombre de voix — ce qui n'est pas sans importance mais reste toutefois secondaire — que du point de vue de l'écho politique que pouvait prendre la voix des révolutionnaires dans un pareil moment, alors que les grandes organisations amplifiaient à l'extrême leur voix tonitruante. Une campagne électorale, sur le plan propagandiste et agitatif, ne peut être que l'aboutissement d'un long travail politique. Elle ne peut se substituer à celui-ci auprès des masses. Quant aux militants des autres partis, ce n'est pas nécessairement la période la plus favorable pour les influencer.

Ces considérations ne furent évidemment pas de l'O.C.I. mais qu'elle a présenté la candidature de S. Just dans la première circonscription de la Seine-Saint-Denis. Nous avons par ailleurs publié notre critique du programme défendu par Stéphane Just et son suppléant, et nous n'avons pas cru, pour ces raisons politiques, pouvoir soutenir cette candidature. Mais, pour autant, nous n'impliquerons pas aux défauts et aux insuffisances de ce programme le très maigre résultat obtenu par cette candidature — 227 voix — qui, toutefois, ne nous semble pas étonnant. La question s'éclaire encore quand on compare ce résultat à celui de la posadiste Rochongar (deuxième circonscription de la Seine-Saint-Denis : 407 voix) et à celui du jan-

taïste G. Maupin, abusivement baptisé trotskyste par la presse (18^e arrondissement : 610 voix). Ce dernier candidat n'avait aucune organisation derrière lui ; les posadistes sont à peine plus de deux poignées ; les programmes de ces candidats ne se distinguaient pas en mieux de celui de S. Just dont l'organisation ne manque pas de forces militantes. Les différences de chiffres tiennent donc pour une part au hasard, pour une part à des traces plus ou moins grandes d'activités communistes oppositionnelles. Mais qu'est-ce qui explique le résultat généralement médiocre de ces candidatures ?

A coup sûr — les principes que nous rappelions plus haut. En fait, à l'occasion de la candidature Just dans cette campagne électorale se manifeste concrètement les divergences qui existent entre notre parti et l'O.C.I. sur la question de la construction du parti révolutionnaire de masse. L'O.C.I. jette toutes ses forces dans l'agitation, et espère recruter en faisant du bruit, et de gain en gain, construire ainsi le parti révolutionnaire. Nous pensons que l'indispensable propagande pour le trotskysme, l'agitation sur les thèmes sensibles bien choisis doivent se combiner avec un travail en profondeur, essentiel, dans le mouvement ouvrier tel qu'il est, en fonction d'une stratégie qui, partant de la maturation et du développement inégaux des couches de la classe ouvrière et de ses organisations, prépare une évolution par bonds vers le parti révolutionnaire. La décevante expérience que vient de faire l'O.C.I. ne sera pas purement négative si elle amène ses militants à repenser à sa lumière les principes simplistes qui les ont amenés dans l'impasse.

M. L.

SUR LE VIF

A Mordeville (banlieue ouvrière de Caen), les affiches de notre parti ont été recouvertes par le P.C.F., à l'exception... du titre. Le résultat de ce « collage » est assez cocasse, cela donne : « Pour un vote de classe — pour la réforme de l'impôt, les allocations de salaire, le relèvement des allocations familiales, faites confiance au P.C.F. ».

Ainsi les colleurs d'affiche du P.C.F. considèrent que « Pour un vote de classe » est un bon mot d'ordre, susceptible de rallier les travailleurs.

Mais cette collaboration involontaire est balancée par une autre. Dans un autre quartier, c'est l'U.N.R. qui a remplacé la signature du P.C.F. par la sienne sur des affiches « pour la paix, la démocratie, le progrès social ».

En somme, chacun reprend son bien.

COMMENT ACHEVER LE GAULLISME

(Suite de la première page)

L'effondrement du Centre réduisit aussi le jeu de bascule de la F.G.D.S. qui, moyennant un certain nombre de cadeaux octroyés par le P.C.F. qui se désistait dans une bonne quinzaine de cas en faveur de Fédérés devancés par le candidat communiste, jouait cette fois à fond la carte de l'unité de la gauche qui lui était le plus profitable, à de rares exceptions près. Il n'est pas douteux que ce front très soudé en apparence a favorisé la poussée à gauche au second tour. Nous disons en apparence, parce que les restrictions étaient nombreuses dans les coulisses. La F.G.D.S. marquait une certaine répugnance à mener une véritable campagne commune pour le deuxième tour. Les dirigeants ont refusé de participer à de grands meetings unitaires et à venir appuyer les candidats communistes en posture favorable sauf Pierre Cot.

Le P.C.F. faiblissait, de son côté, progressivement, dans son opposition au « centrisme ». Il se désistait en faveur d'un bon nombre de réactionnaires affublés de l'étiquette F.G.D.S., type Georges Bonnet, Félix Gaillard, Robert Lacoste, etc. On doit remarquer que les électeurs ne l'ont suivi qu'en partie et ont préféré pour près d'une moitié se réfugier dans l'abstention. Le cas le plus flagrant de la compromission du P.C.F. est évidemment l'appui scandaleux accordé à Maurice Faure qui retourna sa veste prestement, sans complexes. Mais il faut aussi relever son attitude équivoque devant certains duels entre réactionnaires où il se refusa de donner une consigne claire d'abstention ou de vote nul, favorisant en sous-main l'élection d'un Frédéric Dumont.

La politique unitaire telle que la conçoit Waldeck Rochet consiste à s'aligner au maximum sur la po-

litique de collaboration de classes de la F.G.D.S. et à s'insérer dans le sillage de celle-ci à l'intérieur du jeu politique de la bourgeoisie. Compte tenu du succès que vient de remporter le P.C.F. le cours droitier, opportuniste, sera maintenu et, peut-être intensifié. Les cadres seront vigilants et sans faiblesse à l'encontre des courants de gauche qui se manifesteront.

La F.G.D.S. n'avait remporté qu'un succès plus modeste au premier tour et a échoué dans son dessein de renverser le rapport des forces entre la Fédération et le P.C.F. Le caractère artificiel, circonstanciel de ce regroupement qui est, surtout, resté un cartel électoral, ses profondes divisions, ses ambiguïtés, son jeu de va et vient entre le P.C.F. et Lecanuet ne lui ont pas permis d'exploiter pleinement le capital acquis par Mitterrand à travers la campagne présidentielle.

Le nombre des élus gagnés le 12 mars et certaines percées spectaculaires ont finalement renforcé la F.G.D.S. Mitterrand a également tiré son épingle du jeu devant la partie serrée qui l'oppose à Mollet et Billières. Avec la complaisance du P.C.F. une petite escouade de mitterrandistes va entrer au Palais Bourbon : R. Dumas, Dayan, Fillioud, Mer-maz, Estier. Bon gré, mal gré les dirigeants de la F.G.D.S. devront coopérer et préserver l'édifice branlant de ce rassemblement qui reste leur atout principal sur le plan électoral qui est leur champ d'action exclusif. Ce renforcement placera dans une situation difficile le P.S.U. qui a eu pour seul recours de mettre en avant au maximum la personne de Mendès-France dont le poids sera désormais déterminant dans l'évolution de ce parti.

Les véritables problèmes politiques vont se trouver posés maintenant dans la mesure où l'heure des grands choix est arrivée. Giscard d'Estaing détient une position-clé au sein de la majorité gouvernementale qui ne subsiste que grâce à son appui. Tout en prenant ses distances il évitera de casser les vitres car il veut préparer une succession en douceur, sans secousses susceptibles d'ébranler en profondeur l'équilibre capitaliste.

Si le « centrisme » a subi la déroute sous une certaine forme, il demeure profondément ancré dans l'esprit des leaders de la F.G.D.S. et fait certains ravages dans le sommet du P.C.F. Les accords de circonstances du genre de ceux conclus entre les formations de gauche à la veille des élections ne suffiront plus. Le problème du programme commun et de son contenu devient le grand sujet d'actualité.

La faillite du centrisme exprime finalement l'impossibilité des solutions intermédiaires entre une orientation socialiste et le pouvoir fort des grands monopoles capitalistes. Il s'agira de savoir si l'objectif du mouvement ouvrier sera d'aboutir à des coalitions comme celles de Nenni en Italie, de Willy Brandt en Allemagne ou à des expériences comme celle de Wilson en Grande-Bretagne. On sait à quels résultats désastreux cela aboutit. Il n'y a que deux solutions : collaborer à la gestion du capitalisme ou l'abattre. On ne parviendra à mobiliser les travailleurs et à déclencher le grand mouvement de masse irrésistible qui balayera le gaullisme qu'en avançant clairement la seconde option.

Gérard DARMON.